

RENCONTRE : VINCENT BLONDEL, NOUVEAU RECTEUR DE L'UCL

Publié le 1 avril 2014



Propos recueillis par Christian Du Brulle, le 30 mars 2014

Doyen de l'Ecole polytechnique de Louvain et professeur de mathématiques appliquées à l'UCL, Vincent Blondel est le nouveau recteur de l'Université Catholique de Louvain. Il a été choisi par quelque 33.000 étudiants et membres du personnel parmi cinq candidats au terme d'une procédure électorale en deux temps.

Quelques jours après son élection, cet ingénieur et philosophe de formation a longuement répondu aux questions de Daily Science. Comment voit-il l'avenir de « son » université au cours des cinq prochaines années ? Quelles sont ses priorités ? Comment va-t-il mettre son équipe en place ?

Rencontre avec celui qui, au 1^{er} septembre prochain, dirigera la plus importante université francophone du pays.

Vincent Blondel, la campagne électorale qui s'est achevée sur votre élection a été difficile, non ?

Je ne dirais pas cela. Elle a été assez longue : plusieurs mois. Elle a également mobilisé cinq candidats. Cela a permis de discuter d'une série d'enjeux importants pour les années à venir avec

toute la communauté universitaire, dans un esprit positif et porteur pour l'institution.

Votre campagne a été très axée sur le web. C'est indispensable aujourd'hui ?

Il n'y avait aucune forme d'obligation à ce propos. Chaque candidat disposait de son site pour cette campagne électorale. Chacun avait aussi un programme documenté. Nous avons aussi fait chacun certains choix. Personnellement, j'avais complété mon site par un canal vidéo YouTube et par une page Facebook qui permettait d'alimenter le débat. Facebook par exemple a permis aux étudiants de me poser toutes les questions qu'ils voulaient. J'ai repris une dizaine de ces questions et j'y ai répondu dans une vidéo spécifique.

Il y a 33.000 personnes qui votent à l'UCL. On ne peut évidemment pas discuter en direct avec tout le monde. C'était là un des moyens que j'ai mis en place pour pouvoir dialoguer avec le plus grand nombre et de manière la moins unilatérale possible. Je ne voulais pas me limiter à mettre simplement à disposition le document un peu aride de 30 pages reprenant [mon programme pour l'Université](#).

Ces technologies modernes de communication incarnent-elles également l'avenir de l'enseignement à l'UCL ?

C'est une réalité aujourd'hui, y compris pour les étudiants et les moyens grâce auxquels ils s'approprient les matières. Je pense par exemple à ma fille qui récemment, pour alimenter sa compréhension d'un cours de physique, a visionné des vidéos sur internet. Ces vidéos n'avaient pas été préparées dans le cadre de son cours mais elles l'illustraient parfaitement. Quoi qu'on fasse, les étudiants s'approprient le savoir en utilisant les outils numériques et en échangeant avec d'autres étudiants via les réseaux sociaux. L'université doit prendre cette réalité en compte.

Les cours de l'UCL seront-ils un jour donnés sur YouTube ?

C'est ce que nous faisons déjà. Nous avons investi récemment dans les MOOCs (« Massive online open courses », des cours publics en ligne, libre d'accès). A l'heure actuelle, quatre cours de l'UCL sont diffusés sous cette forme et ils sont suivis par plus de 50.000 étudiants à travers le monde.

Cette dimension numérique, est-ce un exemple des « idées nouvelles » que vous souhaitez voir se développer à l'université ?

C'est une forme de responsabilité que l'université doit assumer. Cela porte à la fois sur la recherche, l'innovation et la transmission du savoir. C'est le cas des MOOCs qu'il nous faudra bien sûr évaluer et adapter. Mais oui, quand on parle d'idées nouvelles que l'université doit porter, c'est exactement de cela qu'il s'agit. Ainsi que de toute autre initiative analogue. L'université est un lieu où il faut tenter et tester les idées nouvelles.

Reprendre les rênes de l'université au 1^{er} septembre, n'est-ce pas aussi reprendre un certain passif ?

Je ne pense pas que ce soit à moi de faire le bilan de l'équipe rectorale sortante. Ce qui m'intéresse par contre, c'est de voir où se trouve l'université aujourd'hui et où nous allons pouvoir la conduire demain. Nous allons la porter ensemble, dans un contexte qui est effectivement parfois un peu difficile, notamment en ce qui concerne le sous-financement chronique auquel elle doit faire face, et ce au regard de l'ensemble des tâches qui nous sont assignées.

Les faibles moyens financiers auxquels vous faites allusion portent tout de même sur un budget annuel de 320 millions d'euros ?

En effet. C'est bien le budget annuel de l'université, hors contrats de recherche. Et deux tiers de ce budget proviennent de la dotation de la Communauté française. Quand je parle de faibles moyens, je fais référence à l'évolution de nos moyens ces dix dernières années. Si on rapporte ces moyens au nombre d'étudiants fréquentant l'université, il y a eu une décroissance des moyens de l'ordre de 20 pour cent en dix ans. Et si on compare la situation à ce que se passe dans les pays étrangers, nous sommes clairement moins bien lotis.

Comment améliorer cette situation ? (Ecoutez la réponse de vive voix de Vincent Blondel à cette question)

>

Quelle sera la première de vos priorités lors de la prochaine rentrée académique ?

Il y a beaucoup de projets que j'aimerais mener à bien en matière d'enseignement et de recherche. Mais nombre d'entre eux sont conditionnés par les moyens disponibles. D'ici début 2016, nous allons devoir imaginer un nouveau décret de financement. Actuellement, les universités sont financées par une allocation fixe et une autre qui varie en fonction du nombre d'étudiants. Cela nécessite une renégociation. Ce décret sera pour moi un enjeu majeur.

Il reste quelques mois avant votre prise de fonction effective. Vous allez composer votre équipe ?

Il va en effet falloir composer un nouveau conseil rectoral. Ce conseil est un peu le gouvernement de l'Université. Une partie du conseil rectoral ne va cependant pas changer car il n'est pas lié à l'arrivée d'un nouveau recteur. Une autre partie est appelée à être modifiée.

Je vais donc identifier au cours des deux prochains mois un ensemble de pro-recteurs et vice-recteurs susceptibles de la rejoindre. Dans mon programme, j'ai proposé de mettre en place quatre pro-recteurs, soit un de plus qu'actuellement. L'idée est de réintroduire un pro-recteur à

L'International pour amplifier cette dimension. Cette fonction touche à la fois à l'accueil des étudiants internationaux mais aussi à la possibilité d'envoyer nos étudiants développer leurs savoirs à l'étranger. L'idée est aussi d'en faire des citoyens du monde, de les confronter à des langues, des pratiques qu'ils ne connaissent pas, pour les enrichir. Parce qu'à mes yeux, c'est cela que les étudiants de Louvain doivent être : des étudiants du monde.

Pratiquement, j'entre donc dans un processus de désignation. Pendant deux mois environ, nous allons travailler avec des candidats potentiels mais aussi des responsables de l'administration avec lesquels cette nouvelle équipe va devoir travailler.

Vincent Blondel veut faire des étudiants de Louvain des citoyens du monde, y compris en ce qui concerne les Arts.

>

Vous avez dirigé dans le passé un PAI, un « Pôle d'attraction interuniversitaire » qui rassemblait quelque 200 chercheurs belges. La disparition annoncée des PAI, cet outil du gouvernement fédéral qui finance des collaborations entre universités du Nord et du Sud du pays, cela vous chagrine ?

Je souhaite le maintien de cet outil. En Belgique, les partenariats entre universités francophones et néerlandophones sont valorisants pour tous. Les PAI permettent de concrétiser de nombreuses collaborations scientifiques et de les mener de manière efficace. C'est une pleine réussite. Il s'agit là d'un outil extrêmement performant qui a créé une véritable dynamique de recherches en Belgique.

Je souhaite son maintien parce que c'est un des derniers moyens qui permet véritablement de financer une recherche conjointe entre les équipes du Nord et du Sud. Des équipes qui souvent ont déjà une série de collaborations qui s'appuient sur une tradition longue de nombreuses années. Il serait particulièrement dommage de voir disparaître cet incitant qui amplifie de telles relations.

Sur le plan scientifique, les relations entre les chercheurs sont souvent excellentes, quelle que soit leur langue. Les sciences n'ont pas ce problème de langues. Les mathématiques, par exemple ne s'écrivent ni en chinois, ni en néerlandais. Elles s'écrivent en « sciences ». Voir disparaître les PAI serait vraiment une perte. Parce que c'est à mes yeux une vraie perle dans le paysage de la recherche en Belgique.